

English version below

FRANCAIS

### DECLARATION CONJOINTE

LA SOCIETE CIVILE AFRICAINE DENONCE LA CHASSE AUX MIGRANTS SUR LE CONTINENT

La mort du migrant de nationalité malienne Mody Boubou Coulibaly ce lundi 9 mai 2016 à l'hôpital National de Nouakchott a profondément ému tous les acteurs de la société civile africaine. Le jeune Mody pourchassé par un gendarme mauritanien n'a eu d'autre choix que de sauter du troisième étage du bâtiment en chantier où il travaillait pour tomber sur un piquet de ferraille qui lui transperce mortellement les hanches. Admis à l'hôpital National de Nouakchott, le jeune migrant mourra quelques heures après. Le seul crime qui lui était reproché était de travailler en Mauritanie sur des chantiers de construction comme maçon sans pouvoir réunir les 3000 ouguiyas (85 euros) nécessaires pour se faire établir une carte de séjour.

Depuis l'instauration en 2012 de la carte de séjour en Mauritanie, les étrangers, et particulièrement les ressortissants de la CEDEAO vivant dans ce pays, ne cessent d'être victimes d'une chasse aux migrants soigneusement organisée par les forces de l'ordre qui tirent partie de la vulnérabilité de ces derniers. Les migrants se retrouvent traqués comme des criminels par des voitures de police, appréhendés dans leur maison et humiliés devant leurs enfants, ou encore arrêtés sur leur lieu de travail parce que sans papier. Il est encore plus choquant de remarquer que se sont majoritairement les migrants originaires du Sénégal et du Mali qui sont plus victimes de ces exactions alors que ces peuples partagent en commun avec la Mauritanie une même histoire depuis l'empire du Ghana voici plus d'un millénaire. Cette chasse aux migrants coûte ainsi la vie à ce jeune homme qui a eu le courage, pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, d'aller trouver du travail dans un pays limitrophe du sien. Voilà une mère dans un village malien qui vient de perdre son fils de vingt ans au loin et qui ne recevra plus de transfert d'argent pour sa survie par la faute d'une politique répressive des migrants.

La société civile africaine condamne ces politiques de chasse aux migrants qui se développent un peu partout sur le continent africain avec l'appui des institutions européennes sous couvert de la lutte contre la migration « irrégulière ». Elle s'insurge également contre le non respect du droit à une vie digne des citoyens africains et la non mise en œuvre, depuis plus de cinquante années d'existence de l'Union Africaine, d'une libre circulation effective sur le continent dont les citoyens pourraient tirer profit. La situation actuelle en Libye en est la triste illustration avec la brigade anti-immigration lourdement armée, grâce à l'appui de l'Union Européenne, qui traque de jour comme de nuit des travailleurs migrants subsahariens, les entassent dans des centres de rétention au lieu de combattre efficacement les trafiquants et les passeurs libyens. De l'Afrique de Sud au Maghreb en passant par l'Angola, la Guinée

Equatoriale, le Gabon, l'Éthiopie, le Soudan... la chasse aux migrants est devenue une politique instituée par les chefs d'États africains qui pourtant proclament dans tous les sommets des discours sur l'intégration régionale.

L'apport de l'aide financière européenne de lutte contre la migration transforme les autorités politiques africaines en véritables persécutrices de leurs frères et sœurs. La recherche juste d'un travail pour vivre et nourrir leur famille. Cela pourrait rappeler le temps de l'esclavage abolit il y a peine deux siècles. L'Union Européenne, au détriment de ses valeurs humanistes, et sans honte aucune, externalise ainsi dans les pays africains sa politique migratoire sécuritaire. La société civile africaine en appelle à la commission de l'Union Africaine, à la Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et à tous les chefs d'État africains d'écouter la voix de leur peuple et de se lancer résolument dans un réel processus d'intégration régionale. Seul une véritable intégration africaine pourrait empêcher nos pays d'être toujours l'instrument des politiques européennes et permettra d'éviter que de valeureux jeunes, espoir de l'Afrique de demain, se fassent tuer dans d'autres pays sur le continent en cherchant leur gagne pain quotidien.

Ont signé au nom de la société civile africaine

L'Observatoire Ouest Africain des Migrations (OOAM)

Le Réseau Panafricain pour la Défense des Droits des Migrants (PANDMiR)

Le Réseau Caritas - Migration et Développement (MADE) – Afrique

Le Réseau Marocain Transnational Migration et Développement (RMTMD)

## ENGLISH

### JOINT STATEMENT

#### AFRICAN CIVIL SOCIETY CONDEMNS THE HUNT FOR MIGRANTS ON THE CONTINENT

The death of the malian migrant Mody Boubou Coulibaly this Monday, May 9, 2016 at the National Hospital of Nouakchott has deeply affected all actors of African civil society. The young Mody chased by a mauritanian policeman had no other choice but to jump from the third floor of the building site where he worked for hitting a scrap picket who fatally piercing his hips. Admitted to the National Hospital of Nouakchott, the young migrant died several hours later. The only crime alleged against him was to work in Mauritania on construction sites as a bricklayer unable to meet the UM 30000 (96 US\$) required to be set for a residence permit.

Since the establishment in 2012 of the residence permits in Mauritania, foreigners and particularly the ECOWAS nationals living in Mauritania continue to be the victim of a hunting migrants carefully organized by the security forces that take part of their vulnerability. Migrants find themselves hunted like criminals by police cars, apprehended in their homes and humiliated in front of their children or arrested at their place of work because without paper. It is even more shocking to note that the

majority of migrants most victims of these abuses are from Senegal and Mali which peoples have shared in common with Mauritania the same story from the Ghana Empire since a millenium. This hunt for migrants, cost the lives of this young man who had the courage to meet his needs and those of his family by going to find a work in a neighboring country. This is a mother in a village in Mali who just lost her twenty years old son and will no longer receive money transfers for survival through the fault of a repressive policy for migrants.

African civil society condemns these hunting policies for migrants that grow everywhere on the African continent with the support of the European institutions under the guise of the fight against "irregular" migration. The current situation in Libya is a sad illustration with anti-immigration brigade heavily armed, with the support of the European Union, which tracks day and night the sub-Saharan migrant workers cram in detention centers instead of effectively combating traffickers and Libyan smugglers. Of South Africa in the Maghreb through Angola, Gabon, Equatorial Guinea, Ethiopia and Sudan, the hunt for migrants became a policy instituted by the African political authorities who nevertheless proclaim in all the summit their discourse on regional integration.

The lure of European financial aid to fight against migration transforms the African political authorities in real persecutors of their brothers and sisters who are looking for work to live and feed their families. This could recall the time of slavery abolished there only two centuries. The European Union, at the expense of its humanist values, and shamelessly, in African countries outsources its security migration policy. African civil society calls for the African Union commission, the Economic Community of West African States (ECOWAS) and all African heads of state to listen to the voice of their people and engage resolutely in a real regional integration process. Only a true African integration could prevent our countries to always be the instrument of European policy and will prevent brave young hope of tomorrow's Africa, being killed in other countries on the continent seeking win their daily bread.

Signed on behalf of the African Civil Society:

The West African Observatory on Migrations (WAOM)  
The Pan African Network for the Defense of Migrants' Rights (PANiDMR)  
Caritas - Migration and Development Network (MADE) – Africa  
Moroccan Transnational Network on Migration and Development (RMTMD)  
**Samir ABI**  
Visions Solidaires  
West African Observatory on Migrations